

L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2017

Une activité économique en quête d'une nouvelle dynamique

En 2017, l'activité économique a été soutenue par la consommation des ménages. Certains secteurs affichent un dynamisme, mais l'économie montre des signes d'essoufflement intérieur, notamment sur le financement.

Le marché du travail reste favorablement orienté alors que la consommation des ménages ralentit. Sur la période, les prix à la consommation repartent à la hausse, portés par l'accroissement des prix de l'énergie.

Malgré la progression des exportations, le déficit commercial de l'archipel s'accroît en 2017, en lien avec l'arrivée de bien d'investissements, notamment dans les secteurs halieutique et touristique. Des investissements dans le secteur des télécommunications ont également été effectués cette année. Par ces investissements, l'archipel s'ouvre sur l'extérieur et pose les premières bases d'un nouveau modèle économique.

Les actifs financiers des agents économiques continuent à progresser, avec une préférence pour la détention d'actifs liquides. Traduisant une évolution de la conjoncture locale, la détention d'actifs par les entreprises et les autres agents augmente tandis que les actifs des ménages diminuent. Le financement de l'économie progresse grâce à une augmentation significative de l'encours des établissements de crédit hors place.

Au niveau sectoriel, le secteur touristique poursuit son essor. En revanche, le secteur halieutique se contracte en raison d'une diminution des prises de pêche industrielle alors que la pêche artisanale marque une légère progression. Le BTP est dans l'attente d'un regain d'activité suite à la fin de grands travaux.

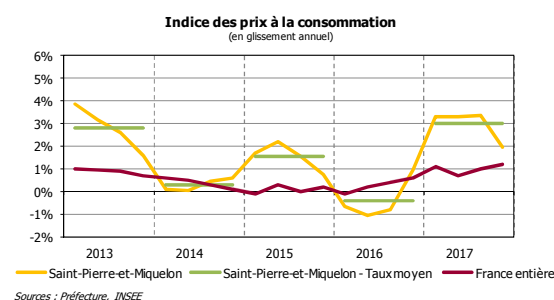
DES AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUES CONTRASTÉS

Les prix à la consommation repartent à la hausse

Après avoir évolué en « territoire négatif » durant l'année 2016 (-0,4 % en moyenne), l'indice des prix à la consommation repart nettement à la hausse au cours de l'année 2017 (+3,0 % en moyenne).

L'évolution moyenne des prix à la consommation de Saint-Pierre-et-Miquelon est supérieure à celle observée en métropole (qui s'établit à 1,0 % en moyenne annuelle). Cet accroissement est notamment attribuable à la progression des prix de l'énergie (+10,2 %, en moyenne sur l'année). Cette composante représente une part importante de l'indice de l'archipel, comparativement à la Métropole.

Par ailleurs, les prix des produits manufacturés et des produits alimentaires progressent sur douze mois (respectivement +3,5 % et +2,7 %, en moyenne), contribuant de fait à la hausse globale moyenne des prix.



Un marché du travail favorablement orienté, malgré une dégradation en fin d'année

En moyenne annuelle, l'indicateur de chômage¹ de l'archipel s'élève à 4,8 %, en baisse de 0,6 point par rapport à l'année précédente. L'orientation du marché du travail de l'archipel demeure très favorable même si au mois de décembre 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'inscrit en hausse (+18,1 % en glissement annuel), pour s'établir à 189 personnes. Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi demeure relativement stable sur douze mois (-0,8 %), avec 359 personnes.

En 2017, la moyenne mensuelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité s'inscrit en baisse, passant de 61 personnes en 2016 à 57 personnes en 2017.

¹ L'indicateur de chômage de l'archipel est calculé sur la base du ratio « inscrits à Pôle emploi en catégorie A/population active au dernier recensement (2014) ».

Fléchissement de la consommation des ménages

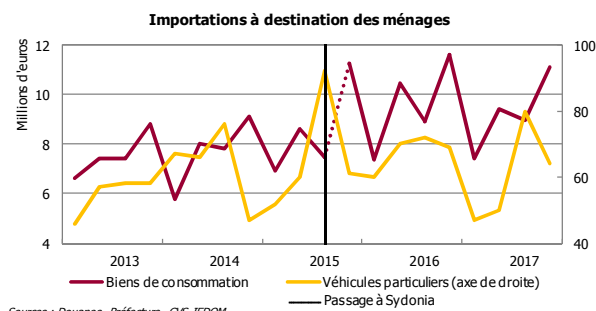
La consommation des ménages ralentit malgré le regain des prêts à la consommation.

Après une nette progression en 2016 (+12,1 %), les importations à destination des ménages s'inscrivent en baisse sur un an (-3,7 %), et s'élèvent à 36,9 millions d'euros pour l'année 2017. Cette évolution est attribuable à la diminution des importations des biens durables (-21,7 %), tandis que les produits alimentaires, qui représentent près de la moitié des importations totales, progressent sur un an (+1,9 %).

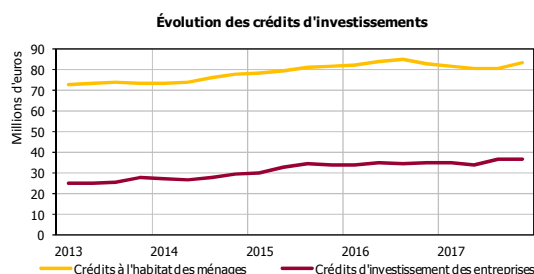
Les immatriculations de véhicules de tourisme s'inscrivent en baisse pour la première fois depuis 4 ans (-11,1 % en 2017). Le nombre total de véhicules de tourisme immatriculés au cours de l'année s'élève à 241.

Après une baisse en décembre 2016 (-2,9 %), les crédits à la consommation s'inscrivent en hausse en 2017 (+9,1 % en glissement annuel), pour atteindre 19,8 millions d'euros.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages, déjà bien orientés, marquent une légère amélioration 2017. Le nombre de décisions de retrait de cartes bancaires a été de 7 au cours de l'année (contre 12 l'an dernier) et le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire diminue faiblement (-3). Le nombre d'incidents de paiement sur chèques est de 5,8 par mois en moyenne (contre 5,6 en 2016).



L'investissement des entreprises progresse modérément



Les importations de biens d'investissement se renforcent (+2,0 %, après +0,5 % en 2016). Cette hausse est attribuable au rebond des importations de biens d'équipement (+13,5 %, après -8,5 %). En revanche, les importations de biens intermédiaires s'inscrivent en baisse sur douze mois (-10,3 %, après +12,5 %).

L'encours des crédits d'investissement aux entreprises accélère (+2,4 % en 2016 puis +5,5 % en 2017), mais le rythme de progression demeure inférieur à ceux enregistrés les années antérieures (+8,4 % en 2013, +7,6 % en 2014 et +14,7 % en 2015). Avec 75 immatriculations enregistrées en 2017, le nombre de véhicules utilitaires immatriculés progresse sur un an (+10,3 %).

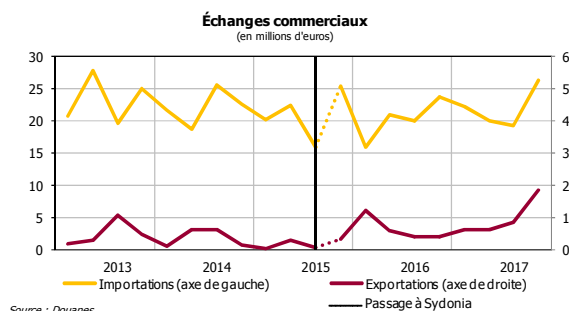
Après deux années de hausse marquée (+5,5 % en 2014 et +5,3 % en 2015), les crédits à l'habitat des ménages maintiennent une croissance identique en 2016 et en 2017 (+1,1 %) pour s'établir à 83,5 millions d'euros.

Forte progression des échanges commerciaux

En raison de la forte dépendance de l'archipel à l'extérieur, la balance commerciale de Saint-Pierre-et-Miquelon est structurellement déficitaire. Malgré la nette progression des exportations en 2017, ce déficit s'inscrit en hausse par rapport à l'année précédente (+7,1 %), pour s'établir à 83,7 millions d'euros.

Ainsi, après trois années de recul, les importations² de l'archipel progressent en 2017 (+9,0 %) pour s'établir à 87,7 millions d'euros. Cette évolution est principalement attribuable aux importations de combustibles, qui ont presque doublé sur un an, en raison d'un report des importations de décembre 2016 à janvier 2017. Les importations totales hors combustibles enregistrent un léger repli sur un an (-1,0 %) en lien avec la baisse des importations de biens de consommation (-3,7 %) et en dépit de l'augmentation des importations de biens d'investissement (+2,0 %).

Confirmant la hausse de l'an dernier, les exportations de l'archipel sont en nette augmentation sur un an (+53,7 %), pour s'établir à 4,0 millions d'euros. Cette hausse est essentiellement attribuable aux exportations de produits de la mer (+67,7 %), qui représentent près de 70 % des exportations totales en 2017 (soit 2,7 millions d'euros).

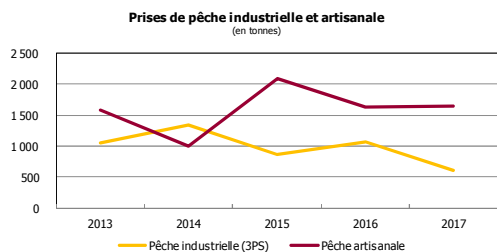


L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MARQUÉE PAR LE DYNAMISME DU TOURISME

L'activité halieutique affiche des résultats en demi-teinte

En 2017, le secteur de la pêche affiche des résultats en demi-teinte, les volumes totaux prélevés sont en baisse (-7,7 %) à 2 286 tonnes contre 2 477 en 2016. Après une saison 2016 dynamique (+23,0 % de prises), le secteur de la pêche industrielle se contracte fortement (-42,1 %) en 2017 et s'établit à 616 tonnes, avec un très net repli des prises de morue (-31,8 %) à 551 tonnes. La saison de pêche industrielle a été écourtée par le renouvellement de la flotte en cours d'année. En effet, le *Béothuk* a été mis à l'arrêt durant l'été et le navire de remplacement, *Le Cap Marie*, n'a été mis en service qu'en fin d'année.

² Les nouveaux ferries, arrivés en fin d'année, ont été retirés de l'analyse. Ils représenteraient à eux seuls 23,2 % du total des importations de 2017 et génèreraient une augmentation de 41,9 % en glissement annuel.



Source : DTAM

A contrario, après un recul marqué en 2016 (-21,9 %), la pêche artisanale affiche une légère hausse (+4,0 %), à 1 735 tonnes sur un an. Cette évolution est principalement portée par l'augmentation des prises de concombres de mer (+29,1 %), tandis que les prises de morue s'inscrivent en baisse (-86,7 %).

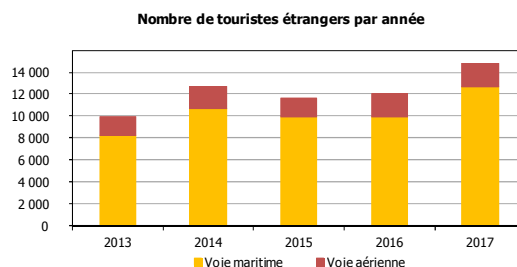
Par ailleurs, en 2017, une évaluation des stocks de morue³ présente des résultats préoccupants pour la filière : le stock est orienté tendanciellement à la baisse et un déclin continu est prévu jusqu'en 2020 (diminution de la biomasse du stock reproducteur comprise entre 23 % et 58 %). Le rapport indique que les changements structurels se produisant dans l'écosystème pourraient impacter la productivité⁴ de la morue.

Une fréquentation touristique dynamique, impulsée par les croisiéristes

La fréquentation touristique poursuit sa progression en 2017 (+23,0 %, après +3,4 % en 2016), portée par la hausse combinée du nombre de touristes d'agrément (+23,5 %) et d'affaires (+1,2 %). Le nombre de touristes étrangers atteint 14 774 visiteurs sur l'année, niveau le plus haut depuis 2008. Ces derniers privilégient la voie maritime pour venir sur l'archipel (86,0 % des entrées).

Cette nette augmentation de la fréquentation touristique est principalement attribuable au doublement du nombre d'escales de bateaux de croisière (18 escales en 2017 contre 9 en 2016), qui s'est traduit par une forte hausse du nombre de croisiéristes sur un an (+133,3 %). Ces derniers représentent 40,7 % des visiteurs étrangers en 2017 (contre 21,5 % en 2016). Hors croisiéristes, le nombre de touristes étrangers s'inscrit en baisse sur un an (-7,3 %).

La répartition des touristes étrangers par nationalité évolue cette année. Le territoire demeure attractif auprès du marché canadien (57,2 % des entrées en 2017) malgré une nette baisse sur un an (-16,7 points). Les touristes américains affichent a contrario un intérêt accru pour l'archipel avec une hausse de leur fréquentation par rapport à 2016 (+8,8 points pour 17,0 % des entrées), tout comme les touristes étrangers d'autres nationalités (25,8 % des entrées, en hausse de 7,8 points).

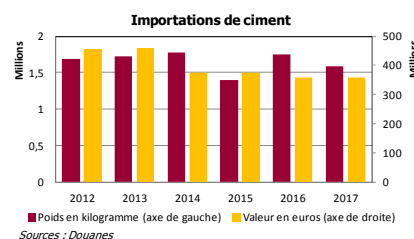


Source : Police aux frontières

Après la fin des grands projets, le BTP est dans l'attente d'un regain

Les données habituelles étant indisponibles au moment de la rédaction, l'analyse du secteur du BTP s'est établie sur la base d'autres indicateurs.

Les importations de ciment de l'archipel ont diminué en volume en 2017 (-9,2 %). Malgré des investissements importants réalisés sur la piste de l'aéroport, le réseau de chaleur urbain et la nouvelle agence de l'IEDOM, le secteur de la construction affiche une plus faible activité en 2017 par rapport aux années précédentes, marquées par la construction de la nouvelle centrale EDF et du nouvel hôpital. Néanmoins, les perspectives du secteur pourraient se redresser grâce à l'émergence de projets portuaires et hôteliers.



Sources : Douanes

FINANCEMENTS LOCAUX EN BERNE ET BEAUCOUP DE LIQUIDITÉS

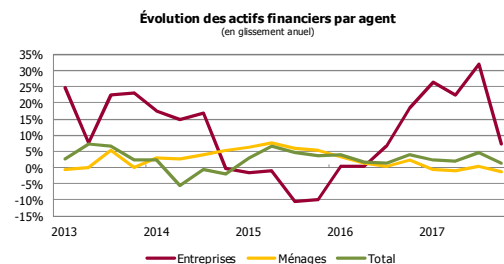
En 2016, un changement d'importance a marqué le paysage bancaire de l'archipel : la fusion⁵ de la BDSM et de la CEPAC. Le secteur bancaire affiche des résultats mitigés, marqués par une hausse significative des financements extérieurs. Par ailleurs, la détention d'actifs financiers se tasse.

Moindre progression des actifs financiers

Porté par les dépôts à vue et en dépit d'un ralentissement, le total des actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel progresse par rapport à l'année passée (+1,4 % après +3,9 % en 2016), pour s'établir à 229,6 millions d'euros.

Malgré un affaiblissement, la croissance des actifs financiers des entreprises continue en 2017 (+7,4 % contre +18,6 % en 2016). Les actifs financiers des ménages diminuent pour la première fois en 2017 (-1,2 %), après deux années de croissance soutenue en 2014 et 2015 (+5,3 % chaque année) et un premier ralentissement en 2016 (+2,4 %). À l'inverse, les placements des autres agents (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) marquent une forte hausse (+21,8 % en 2017 après -3,0 % en 2016), retrouvant leur plus haut niveau depuis mars 2014.

Les dépôts à vue conservent un rythme de progression très dynamique (+11,4 % en 2017 après +13,2 % en 2016), qui s'opère au détriment des autres placements à court terme (-3,9 % en 2017 et -7,0 % en 2016). L'épargne de long terme affiche une baisse en décembre 2017 (-4,6 %), après avoir marqué une hausse en 2016 (+16,0 %). La répartition des actifs financiers met en lumière une préférence des agents économiques pour la liquidité traduisant



Source : IEDOM

³ Secrétariat canadien de consultation scientifique : <http://publications.gc.ca/site/eng/9.850442/publication.html>

⁴ Au sens écologique du terme : la productivité est la masse de substance vivante produite, dans un temps donné, sur une surface terrestre ou dans un volume d'eau marine ou lacustre donné.

⁵ Cette évolution a eu une incidence sur la répartition des crédits à l'habitat entre agents économiques, susceptible d'altérer la qualité des données d'encours de crédit entre décembre 2016 et décembre 2017.

une aversion face au risque. En effet, la part des dépôts à vue (38,7 % en décembre 2017 contre 35,3 % en 2016) et des autres placements à court terme (41,2 % en 2017) représentent plus des trois quarts des actifs financiers et la part des placements de long terme représente moins d'un quart des actifs (20,1 % des actifs en 2017 contre 21,3 % en 2016).

En proportion, les actifs détenus par les ménages diminuent (78,7 % en décembre 2017 contre 80,7 % en décembre 2016) au profit des entreprises (14,0 % contre 13,2 %) et des autres agents économiques (7,3 % contre 6,1 %).

Le financement progresse et s'oriente vers l'extérieur

L'encours total des crédits consentis à l'économie progresse de manière dynamique en décembre 2017 (+5,4 % contre +3,4 % à décembre 2016) mais reste inférieur au niveau de croissance de 2015 (+7,2 %). Le financement de l'économie s'oriente de plus en plus vers des établissements de crédit hors place. Ainsi entre 2015 et 2017, le montant des encours des établissements de crédit non installés localement (ECNIL) a été multiplié par 10, passant de 1,7 à 16,0 millions. En parallèle, la croissance des encours des établissements de crédit installés localement (ECIL) est en berne (+0,7 % en décembre 2017 après -0,3 % en décembre 2016) par rapport à 2015 (+7,1 %).

L'accroissement global est principalement attribuable à la progression des financements octroyés aux collectivités locales, qui augmentent fortement (+24,3 % en décembre 2017) confirmant la hausse observée en décembre 2016 (+20,9 %), pour atteindre 22,2 millions d'euros contre 17,9 millions en décembre 2016. Le poids relatif des collectivités locales dans le total des encours est en hausse, passant de 10,3 % en décembre 2016 à 12,1 % en décembre 2017. Cette année, pour la première fois, le poids des encours des ECNIL est supérieur à celui des ECIL dans le financement des collectivités locales (59,1 % pour les ECNIL contre 40,9 % pour les ECIL en décembre 2017).

Après un tassement en 2016 (+0,3 %), les encours totaux sains accordés aux ménages s'inscrivent en hausse (+2,5 %) mais de manière plus contenue qu'en 2014 (+5,7 %) et qu'en 2015 (+5,6 %). Cette augmentation des encours est principalement due à une hausse des crédits à la consommation (+9,1 %). Les crédits à l'habitat croissent faiblement (+1,1 %). L'encours total s'établit à 103,3 millions (56,5 % du total des encours bancaires de la place) en décembre 2017.

Suite à une augmentation marquée en 2016 (+8,0 %), la hausse des encours aux entreprises ralentit en décembre 2017 (+6,5 %). Cette hausse est attribuable à la croissance conjointe des crédits d'exploitation (+18,8 %) et des crédits d'investissement (+5,5 %). Les crédits à l'habitat des entreprises s'inscrivent en baisse (-1,5 %). Le financement de l'investissement des entreprises s'oriente de plus en plus vers les ECNIL dont le financement est multiplié par plus de 3 (soit +1,6 million d'euros) alors que les ECIL affichent une croissance faible depuis 2 ans (+0,9 % en 2017 et +1,0 % en 2016 contre +14,9 % en 2015). Les financements extérieurs des entreprises ont été multipliés par 15 sur deux ans et s'établissent à 2,2 millions d'euros en 2017 contre 0,1 million en 2015. L'encours total des crédits aux entreprises s'établit à 48,6 millions d'euros, dont la majeure partie (75,6 %) est constituée de crédits d'investissement.

Le taux de créances douteuses des établissements locaux affiche une hausse (+0,7 point à 3,1 %) en décembre 2017. En parallèle, le taux de provisionnement des banques locales recule significativement (-15,4 points) en décembre 2017, pour s'établir à 59,7 %.

2018, UNE ANNÉE POUR CONFIRMER L'OUVERTURE DE L'ARCHIPEL ?

En 2017, l'environnement macroéconomique régional demeure favorable, caractérisé par une inflation contenue et une politique monétaire accommodante. Cependant, à Saint-Pierre-et-Miquelon l'inflation est repartie à la hausse, contraignant la consommation des ménages. Celle-ci demeure un pilier solide qui tire l'activité du territoire, mais sa capacité à croître se heurtera à l'étroitesse du marché. De plus, l'économie est caractérisée par un chômage faible, des difficultés à trouver la main-d'œuvre adéquate et par une diminution tendancielle de la population. Enfin, les agents économiques semblent favoriser la liquidité et éprouvent des difficultés à se financer localement, les obligeant à chercher des concours hors du territoire.

Pour résorber ces contraintes locales, et renforcer la part du secteur privé dans la création de richesses, l'archipel est en quête d'un nouveau modèle de développement économique qui vise à asseoir des perspectives de croissance durable. L'ouverture aux flux de richesse extérieurs, à l'origine des précédentes périodes de prospérité pour l'archipel, représente à nouveau un fort potentiel pour le territoire, renforcé par la dynamique régionale.

Les investissements réalisés dans les secteurs du tourisme et de la pêche viennent illustrer cette volonté d'ouverture. Ainsi, la mise en service en 2018 des nouveaux ferries de la collectivité territoriale et la mise en place d'une ligne directe avec Paris durant la saison estivale devraient constituer des vecteurs de dynamisme pour le secteur touristique de l'archipel et faciliter le trafic des habitants entre les îles de l'archipel, Terre-Neuve et les Îles de la Madeleine. En plus de ce désenclavement, le secteur privé engagera une dynamique d'investissements importants qui accompagneront l'ouverture de l'archipel : l'armateur du Pôle pêche de Miquelon a annoncé l'achat d'un second chalutier, le *Stormhav*, dans l'objectif d'accroître les prises de pêche industrielle jusqu'à présent inférieures aux quotas et la mise en place d'un câble sous-marin pourrait avoir des retombées transversales sur l'économie.

Évolution des encours par agent
(en glissement annuel)

